

**Assemblée générale**

Distr. générale  
7 mai 2014  
Français  
Original : anglais

**Soixante-huitième session**

Point 159 a) de l'ordre du jour

**Financement des forces des Nations Unies****chargées du maintien de la paix****au Moyen-Orient : Force des Nations Unies****chargée d'observer le désengagement**

**Force des Nations Unies chargée d'observer  
le désengagement : rapport sur l'exécution du budget  
de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013  
et projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet  
2014 au 30 juin 2015**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2012/13	53 495 200
Dépenses de 2012/13	53 490 700
Solde inutilisé de 2012/13	4 500
Crédit ouvert pour 2013/14	60 654 500
Montant estimatif des dépenses de 2013/14 <sup>a</sup>	60 654 500
Montant estimatif du solde inutilisé de 2013/14 <sup>a</sup>	—
Projet de budget du Secrétaire général pour 2014/15	62 417 100
Recommandation du Comité consultatif pour 2014/15	62 394 900

<sup>a</sup> Montant estimatif au 31 janvier 2014.



## I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, au paragraphe 25 ci-dessous, une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui aboutirait à réduire de 22 200 dollars l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (la « Force ») pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 (voir [A/68/725](#)). Les observations et les recommandations éventuelles que le Comité a formulées figurent dans les paragraphes ci-après.

2. À l'occasion de l'examen du rapport, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information, avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 1<sup>er</sup> mai 2014. La liste des documents que le Comité consultatif a examinés et de ceux dont il s'est servi pour examiner le financement de la Force est donnée à la fin du présent rapport. On trouvera dans les rapports connexes du Comité ses observations détaillées et ses recommandations concernant les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (voir [A/68/843](#) et [A/68/782](#)).

## II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

3. Le Comité consultatif rappelle que dans sa résolution [66/276](#), l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013, un crédit d'un montant brut de 45 992 000 dollars (montant net : 44 929 300 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Force. Par la suite, compte tenu des répercussions de l'insécurité en République arabe syrienne sur les opérations de la Force, le Secrétaire général a présenté des prévisions de dépenses révisées au titre du fonctionnement de la Force ([A/67/857](#)). Se fondant sur les recommandations du Comité, l'Assemblée a décidé, dans sa résolution [67/278](#), d'ouvrir un crédit additionnel d'un montant brut de 7 503 200 dollars, portant ainsi le montant total brut du crédit ouvert aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice 2012/13 à 53 495 200 dollars (montant net : 52 252 100 dollars). Le montant total brut des dépenses engagées pendant l'exercice s'est élevé à 53 490 700 dollars (montant net : 52 258 800 dollars), soit 4 500 dollars de moins en termes bruts (montant net : 6 700 dollars) que le crédit ouvert par l'Assemblée, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de près de 100 %.

4. Comme il est indiqué à la partie III.A du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force pour l'exercice 2012/13 ([A/68/596](#)), la sous-utilisation des crédits est directement imputable à la réduction des dépenses afférentes aux contingents (248 900 dollars) et au personnel civil (232 200 dollars), et est en partie contrebalancée par un dépassement de crédits à la rubrique Dépenses opérationnelles (476 600 dollars) (voir par. 5 à 7 ci-dessous). Le résumé des activités menées par la Force pendant l'exercice pour exécuter les tâches qui lui ont été confiées figure aux paragraphes 7 à 9 du rapport du Secrétaire général, et les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées sont examinés à la section II.E dudit rapport.

5. On trouvera une analyse détaillée des écarts dans le rapport du Secrétaire général (voir [A/68/596](#), sect. IV). La sous-utilisation des crédits ouverts au titre des contingents (248 900 dollars) tient essentiellement à la rationalisation des dépenses relatives aux rations et à la diminution des montants dus aux pays qui fournissent des contingents, du fait que le taux de vacance de postes (5,5 %) était plus élevé que celui retenu pour l'établissement du budget, lequel se fondait sur le déploiement intégral des effectifs autorisés. Ce solde est en partie contrebalancé par des dépenses additionnelles au titre des frais de voyage afférents au déploiement d'un contingent en remplacement d'un autre, qui avait été rapatrié (*ibid.*, par. 31). En ce qui concerne le personnel civil, le solde inutilisé constaté à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) s'explique par l'occupation de deux postes de temporaire recruté sur le plan international pendant deux mois au lieu des six mois autorisés (99 500 dollars) (*ibid.*, par. 32). En outre, le Comité a été informé que les soldes inutilisés s'expliquaient par la réduction des dépenses engagées au titre de la prime de danger due au déplacement de membres du personnel recrutés sur le plan international du secteur Bravo au secteur Alpha en raison de l'insécurité.

6. En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le dépassement de crédit à la rubrique Voyages (346 200 dollars) s'explique par le déploiement de membres du personnel international affectés ailleurs à titre temporaire et est en partie compensé par un solde inutilisé au titre des voyages liés à la formation, du fait de l'insécurité dans la zone de la Mission (*ibid.*, par. 34). À la rubrique Installations et infrastructures, le solde inutilisé (2 593 300 dollars) s'explique essentiellement par : a) l'impossibilité de trouver des fournisseurs locaux pour entreprendre les projets de construction prévus et le fait que l'accès aux sites n'était plus sûr; b) la réduction de la consommation de carburant grâce au raccordement au réseau électrique national et à l'abandon de deux installations et de deux avant-postes en raison de l'insécurité; c) la diminution des dépenses liées aux charges correspondant à ces installations et avant-postes. Le solde inutilisé a été en partie contrebalancé par l'achat de groupes électrogènes et de pièces de rechange, l'achat de matériel devant servir à moderniser l'infrastructure de sécurité de la Force et l'achat de matériel pour la défense des périmètres (*ibid.*, par. 35). À la rubrique Transports terrestres, le dépassement de crédit (1 284 700 dollars) s'explique principalement par l'achat de véhicules (2 autoneiges et 12 autocars blindés) devant servir au transport du personnel à travers les zones dangereuses relevant du mandat de la Mission et au transport des contingents dans les régions montagneuses. Ce dépassement est en partie compensé par une réduction de la consommation en carburant, du fait de déplacements moins fréquents entre le camp Faouar et Damas et de la diminution du nombre de patrouilles mobiles (*ibid.*, par. 36). Le dépassement de crédit à la rubrique Informatique (308 700 dollars) s'explique par la modernisation des installations de visioconférence et l'achat de logiciels destinés à la cellule d'information militaire en raison de l'insécurité qui règne dans la région (*ibid.*, par. 37). En ce qui concerne les fournitures, services et matériels divers, le dépassement de crédit (1 129 000 dollars) s'explique principalement par : a) l'achat de matériel de radioprotection et de protection contre les agents biologiques et chimiques; b) des pertes de change; c) l'emploi de vacataires supplémentaires du fait que les fonctionnaires recrutés sur le plan national ne pouvaient souvent pas se rendre au travail et pour exécuter des tâches qui l'étaient auparavant par le personnel de la Force ayant été rapatrié (*ibid.*, par. 40).

7. On trouvera dans les paragraphes suivants, qui portent sur le projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

### **III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours**

8. Le Comité consultatif a été informé qu'au 20 février 2014, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la Force depuis sa création s'établissait à 1 809 347 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 1 764 334 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 45 013 000 dollars. Au 18 février 2014, le solde de trésorerie de la Force se montait à 11 900 000 dollars, dont 8 114 000 dollars correspondant à la réserve opérationnelle équivalant à trois mois de dépenses et 3 786 000 dollars d'autres liquidités.

9. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 décembre 2013, le solde restant dû au titre du matériel appartenant aux contingents s'élevait à 542 000 dollars. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, au 31 janvier 2014, 176 demandes d'indemnisation avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 5 337 000 dollars depuis la création de la Force. Il n'y avait aucune demande en instance de règlement.

10. Le Comité consultatif a reçu un tableau des dépenses effectives et du montant estimatif des dépenses de l'exercice, assorti d'explications pour justifier les écarts. Au 31 janvier 2014, les dépenses s'élevaient à 31 340 000 dollars, contre des crédits de 60 654 500 dollars. Le Comité a été informé que la Force prévoyait d'utiliser intégralement le crédit ouvert pour l'exercice 2012/13.

#### **Affectations provisoires**

11. En ce qui concerne les voyages, le Comité consultatif a été informé que le dépassement de crédit prévu par rapport au montant alloué pour l'exercice, de l'ordre de 199 000 dollars (34,8 %), s'explique par les dépenses additionnelles occasionnées par le déploiement de fonctionnaires d'autres missions temporairement affectés à la Force en attendant que soient approuvés les postes de temporaire faisant l'objet d'un recrutement international qu'il était proposé de créer et qui l'ont par la suite été dans le budget de l'exercice 2013/14. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que les dépenses engagées au titre des frais de voyage et des indemnités journalières de subsistance, prises en charge par la Force en ce qui concerne 26 affectations provisoires, se sont élevées à 341 710 dollars en 2013/14 (par rapport au montant de 334 222 dollars correspondant à 32 affectations provisoires en 2012/13). Le Comité fait observer que le montant des traitements correspondant à ces affectations est, selon les procédures en vigueur, à la charge des missions d'origine. Le Comité a formulé d'autres observations et recommandations au sujet des affectations provisoires dans son dernier rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix ([A/68/782](#)).

### Transferts de véhicules blindés de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

12. Le Comité consultatif a été informé que le dépassement de crédit enregistré à la rubrique Fournitures, services et matériels divers (529 400 dollars) était dû au fait que les coûts de fret, de dédouanement et d'acheminement par voie aérienne des véhicules blindés ayant été transférés de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan à la Force avaient été plus élevés que prévu. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que 15 véhicules blindés avaient été transférés et étaient inclus dans le parc de véhicules de la Force depuis le 30 juin 2013. En ce qui concerne les frais facturés aux missions destinataires, le Comité a été informé que les transferts intermissions étaient conformes à l'alinéa c) de la Règle de gestion financière 105.23 c), laquelle dispose que les actifs qui sont déclarés excédentaires peuvent être transférés sans contrepartie à une autre mission si cette dernière est en activité, la mission destinataire devant s'acquitter des frais de fret et d'acheminement desdits actifs, lesquels sont ensuite inscrits au registre des actifs de la mission destinataire. Le Comité a été informé que la méthode d'évaluation mise au point à la lumière des Normes comptables internationales pour le secteur public prévoit l'application d'un pourcentage standard fixé à 20 % du coût d'acquisition pour le calcul d'un supplément qui vient s'ajouter à ce coût, s'agissant des immobilisations corporelles. Le Comité a formulé d'autres observations et recommandations au sujet des transferts d'actifs entre missions dans son dernier rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

13. Pour ce qui est de l'occupation des postes et des emplois de temporaire militaires et civils à la Force, le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, des renseignements sur la situation au 28 février 2014 :

	<i>Effectif autorisé<sup>a</sup></i>	<i>Effectif réel</i>	<i>Taux de vacance (en pourcentage)</i>
Contingents	1 250	1 243	0,6
Personnel recruté sur le plan international	46	37	19,6
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	110	105	4,5
Postes de temporaire recruté sur le plan international	12	9	25,0

<sup>a</sup> Niveau le plus élevé de l'exercice.

## IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015

### A. Mandat et résultats attendus

14. Le mandat de la FNUOD a été établi par le Conseil de sécurité dans la résolution 350 (1974). Par sa résolution 2131 (2013) du 18 décembre 2013, le Conseil a décidé de le proroger jusqu'au 30 juin 2014. À cet égard, le Comité consultatif note que la Force continuera d'exécuter son mandat, qui est de maintenir

le cessez-le-feu entre les forces israéliennes et syriennes et de superviser leur désengagement de part et d'autre de la zone de séparation. Dans son rapport sur le budget de la FNUOD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, le Secrétaire général indique que la dégradation des conditions de sécurité en République arabe syrienne a continué d'avoir des incidences notables dans la zone d'opérations de la Force (A/68/725, par. 8). Afin de s'acquitter de son mandat en toute sécurité, la Force continuera de réorienter ses activités en donnant la priorité à l'observation statique, à l'analyse des situations, à l'établissement de rapports et à la liaison quotidienne avec les parties plutôt qu'aux patrouilles mobiles et à l'inspection, le but étant d'empêcher une détérioration de la situation de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu (ibid.).

15. Les hypothèses budgétaires et les activités d'appui à la mission pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 sont présentées aux paragraphes 8 à 15 du rapport du Secrétaire général, selon lequel la Force continuera d'adopter des mesures visant à atténuer les nouvelles menaces qui surgissent dans son environnement opérationnel et poursuivra ses efforts en vue d'améliorer sa capacité d'autodéfense et de renforcer la sécurité et la liberté de mouvement de son personnel. La Force prévoit de construire une nouvelle position dans le sud de la zone de séparation afin d'y accueillir 40 membres de son personnel. Dotée d'une plus grande capacité de détection des mines et de déminage, elle continuera aussi d'éliminer les mines, les munitions non explosées et les engins explosifs artisanaux qui peuvent mettre en danger son personnel (ibid., par. 9 et 10).

16. S'agissant de la composante appui, il est indiqué dans le rapport que la Force a l'intention de consolider son autre quartier général du camp Ziouani, dans le secteur Alpha, afin d'assurer la continuité de ses activités (ibid., par. 11). En outre, du fait de la fermeture prolongée de l'aéroport de Damas et de l'inaccessibilité du port maritime de Latakia, la Force doit continuer d'utiliser Beyrouth et Tel-Aviv comme ports d'entrée et de sortie temporaires pour la relève des contingents, les déplacements liés aux activités courantes et l'importation de biens et matériaux dans sa zone d'opérations (ibid., par. 12). Le Secrétaire général propose également de maintenir les 12 postes de temporaire recruté sur le plan international qui avaient été approuvés pour l'exercice 2013/14 (voir par. 28 ci-après).

17. Aux paragraphes 16 à 18 de son rapport, le Secrétaire général donne des informations détaillées sur la coopération avec d'autres missions présentes dans la région, y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). Il précise en particulier que la Force continuera d'apporter un soutien approprié aux observateurs militaires de l'ONUST placés sous son contrôle opérationnel ainsi qu'au bureau de liaison de l'ONUST à Damas. Elle continuera en outre de bénéficier des services communs d'appui de la FINUL pour certains de ses besoins logistiques et d'avoir recours à l'Équipe régionale Déontologie et discipline ainsi qu'aux Services régionaux des technologies de l'information et des communications de la FINUL.

## B. Ressources nécessaires

18. Le projet de budget de la FNUOD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 s'élève, en montant brut, à 62 417 100 dollars (montant net : 60 930 600 dollars), ce qui représente une augmentation de 1 762 600 dollars en valeur brute, soit 2,9 %, par rapport au montant de 60 654 500 dollars alloué pour l'exercice 2013/14. Les ressources financières nécessaires sont présentées à la section II du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget (A/68/725). Le budget de la FNUOD couvre le déploiement de 1 284 militaires, de 58 membres du personnel recruté sur le plan international, dont 12 occupant des emplois de temporaire (autre que pour les réunions), et de 110 membres du personnel recruté sur le plan national.

19. On trouvera une analyse détaillée des variations à la section III du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget. Les rubriques auxquelles les crédits demandés pour l'exercice 2014/15 sont plus importants sont les suivantes :

a) Contingents (1 183 700 dollars), principalement en raison du déploiement de 34 militaires supplémentaires, d'une compagnie mécanisée équipée de véhicules blindés, et de véhicules blindés de transport de troupes supplémentaires capables de neutraliser des engins explosifs artisanaux. La variation tient aussi compte de l'application d'un coefficient délais de déploiement de 3 %, contre 5 % pour l'exercice 2013/14. Elle est en partie compensée par le fait qu'aucun crédit n'est demandé au titre des frais d'acheminement liés au déploiement et au rapatriement du matériel appartenant aux contingents (ibid., par. 37);

b) Personnel recruté sur le plan international (1 175 500 dollars), principalement en raison de la hausse du pourcentage des traitements nets servant de base au calcul des dépenses communes de personnel pour l'exercice 2014/15, et de l'application d'un taux de vacance de postes de 5 %, contre 10,9 % pour l'exercice 2013/14, sur la base des tendances observées récemment en matière d'occupation des postes (ibid., par. 38);

c) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (318 600 dollars), en raison de la hausse du pourcentage des traitements nets servant de base au calcul des dépenses communes de personnel pour l'exercice 2014/15 et de l'application d'un taux de vacance de postes de 5 %, contre 10 % pour l'exercice 2013/14, compte tenu des tendances récemment observées en matière de recrutement (ibid., par. 39);

d) Transports terrestres (378 300 dollars), en raison du déploiement de contingents supplémentaires, d'une plus grande utilisation de véhicules blindés pour les déplacements du personnel, ce qui a entraîné une hausse de la consommation de carburants, ainsi que de la location de véhicules pour assurer la relève des contingents et les activités de logistique à Beyrouth (ibid., par. 43).

20. Les rubriques auxquelles les crédits demandés pour l'exercice 2014/15 sont moins importants sont les suivantes :

a) Installations et infrastructures (918 600 dollars), en raison de la fin des opérations d'achat de matériel d'hébergement et de l'achèvement des projets de construction liés au déploiement de contingents supplémentaires (ibid., par.42);

b) Fournitures, services et matériel divers (778 800 dollars), du fait que les opérations d'achat d'équipement de protection individuel pour les nouveaux



militaires sont terminées et qu'il n'a pas été demandé de crédits au titre de la formation des militaires déployés pour l'exercice 2013/14. Cette baisse est en partie contrebalancée par une hausse des crédits demandés au titre des services de dédouanement dans les secteurs Alpha et Bravo à la suite du changement de port de livraison en raison des conditions de sécurité (ibid, par. 48).

## 1. Personnel militaire

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif approuvé (2013/14)</i>	<i>Effectif proposé (2014/15)</i>
Contingents	1 250	1 284

21. Les ressources demandées au titre du personnel militaire pour l'exercice 2014/15 s'élèvent à 32 460 800 dollars, soit une hausse de 1 183 700 dollars (3,8 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2013/14, due à l'augmentation des effectifs autorisés, comme indiqué au paragraphe 19 a) ci-dessus.

**22. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver les crédits demandés pour le personnel militaire.**

## 2. Personnel civil

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif approuvé (2013/14)<sup>a</sup></i>	<i>Effectif proposé (2014/15)<sup>a</sup></i>
Personnel recruté sur le plan international	46	46
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	110	110
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) recruté sur le plan international	12	12

<sup>a</sup> Niveau le plus élevé de l'exercice.

23. Le montant estimatif des ressources nécessaires au titre du personnel civil pour l'exercice 2014/15 s'élève à 16 769 500 dollars, soit une augmentation de 1 579 800 dollars (10,4 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice précédent. Les raisons de cette augmentation sont énoncées aux alinéas b) et c) du paragraphe 19 ci-dessus.

24. Les prévisions de dépenses au titre du personnel civil ont été calculées en tenant compte de taux de vacance de postes de 5 % pour le personnel recruté sur le plan international, de 6 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et de 5 % pour les emplois de temporaire recruté sur le plan international. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le taux de vacance de postes proposé pour le personnel recruté sur le plan international, y compris à titre temporaire, est fondé sur le taux de vacance moyen de 5,1 % enregistré pour la période allant de juillet à décembre 2013 et tient compte de l'état d'avancement du recrutement pour les postes de temporaire. Le taux de vacance proposé pour le personnel recruté sur le plan national est fondé sur le taux de vacance moyen enregistré pour la période allant de juillet à décembre 2013 et tient compte de l'état d'avancement du recrutement pour les postes vacants (A/68/725, par. 30).



25. Pour ce qui est des crédits demandés au titre du paiement des heures supplémentaires du personnel recruté sur le plan national, le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, du montant des crédits ouverts et des dépenses effectives pour les exercices 2011/12 à 2013/14 ainsi que des prévisions de dépenses pour l'exercice 2014/15, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Il constate que les crédits approuvés n'ont jamais été entièrement utilisés, ni lors des exercices précédents, ni lors de l'exercice en cours, et se demande donc si les montants demandés pour 2014/15 sont pleinement justifiés. **Le Comité consultatif recommande de réduire le montant des crédits demandés au titre du paiement des heures supplémentaires du personnel recruté sur le plan national de 22 200 dollars à 30 000 dollars.**

(En milliers de dollars des États-Unis, montants arrondis)

	2011/12		2012/13		2013/14		2014/15
	Montant approuvé	Dépenses effectives	Montant approuvé	Dépenses effectives	Montant approuvé	Dépenses effectives au 31 janvier 2014*	Dépenses prévues
Heures supplémentaires	48,2	52,2	50,2	28	52,2	6,1	52,2

\* Le montant des dépenses, qui s'élevait à 6 100 dollars au 31 janvier 2014, s'explique par le fait que le nombre de déplacements a été moins important que prévu en raison des conditions de sécurité. En outre, le montant des dépenses enregistrées à l'exercice 2012/13 (28 000 dollars) correspondait essentiellement aux travaux préparatoires menés en vue du passage aux Normes comptables internationales pour le secteur public et à la mise en service d'Umoja.

### Recommandations concernant les postes

26. Le Comité consultatif constate qu'il n'y a pas de variation nette de l'effectif civil proposé pour la Force en 2014/15.

#### Réaffectations/transferts

27. Au paragraphe 14 de son rapport, le Secrétaire général indique que de nouveaux ajustements seront apportés à la Division de l'appui à la mission de façon à rationaliser la prestation de services des deux côtés de la zone de séparation et à s'adapter aux changements survenus dans les modes de fonctionnement. Le Chef des Services d'appui intégrés dirigera les activités d'amélioration de la gestion de la chaîne logistique et supervisera également les travaux de la Section des services généraux et des fonctionnaires d'administration. En outre, la Section des services d'information géographique sera transférée des Services d'appui intégrés aux Services régionaux des technologies de l'information et des communications. Les transferts et réaffectations correspondants sont indiqués au tableau 3 du rapport du Secrétaire général.

#### Emplois de temporaire

28. Le projet de budget de la Force pour 2014/15 prévoit le maintien des 12 emplois supplémentaires de temporaire recruté sur le plan international<sup>1</sup> qui

<sup>1</sup> Un conseiller principal auprès du commandant de la Force (P-5), 1 attaché de liaison et de coordination (P-4), 1 chef du Service de la sécurité (P-4), 1 analyste des informations sur la

avaient été demandés dans les projets de budget original et révisé pour l'exercice 2013/14, puis approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 67/278 et 68/260 (ibid., par. 13). À l'occasion de l'examen du projet de budget pour 2014/15, le Comité a obtenu, en réponse à ses questions, des explications sur le maintien de ces emplois pour l'exercice en cours.

**29. Sous réserve de la recommandation formulée au paragraphe 25 ci-dessus, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver les modifications du tableau d'effectifs et les ressources proposées par le Secrétaire général au titre du personnel civil de la FNUOD.**

### 3. Dépenses opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant alloué pour 2013-2014</i>	<i>Montant proposé pour 2014-2015</i>	<i>Variation</i>
Dépenses opérationnelles	14 187,7	13 186,8	(1 009,7)

30. Le montant estimatif des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 s'élève à 13 186 800 dollars, soit 1 009 700 dollars (7,1 %) de moins que le crédit ouvert pour 2013/14. La baisse tient essentiellement à la réduction des dépenses prévues au titre des installations et infrastructures et des fournitures, services et matériel divers, en partie annulée par l'augmentation des dépenses prévues au titre des transports terrestres (voir par. 19 et 20 ci-dessus).

#### *Transports terrestres*

31. Le Comité consultatif rappelle les observations qu'il a formulées dans ses rapports précédents au sujet de la dotation en véhicules de la FNUOD, notamment le fait qu'il avait demandé à la Force de justifier un nombre de véhicules supérieur à celui correspondant aux coefficients standard fixés par l'ONU (voir A/66/718/Add.10, par. 35 et A/67/780/Add.1 par. 38). Il a été informé lors de son examen du projet de budget de la Force pour 2014/15 que le rapport entre le nombre de véhicules et le nombre d'usagers était généralement inférieur aux coefficients standard qui figurent dans le Manuel des coûts et coefficients standard publié par le Siège. Il a également été informé, après avoir demandé des précisions, qu'aucun achat ou remplacement de véhicules n'était prévu pour l'exercice 2014/15. En outre, il note que le parc de véhicules légers de transport de passagers a été réduit de 43 véhicules en 2013/14 et qu'il est prévu de le réduire encore, de 16 véhicules en 2014/15. Le Comité constate qu'en règle générale, la dotation correspond désormais aux coefficients standard.

---

sécurité (P-3), 1 fonctionnaire d'administration (P-3), 1 assistant chargé de la sécurité au niveau régional (Service mobile), 1 assistant à la sécurité (Service mobile), 1 agent de sécurité chargé des enquêtes et de la formation (Service mobile), 1 assistant (finances) (Service mobile), 1 assistant chargé des ressources humaines (Service mobile), 1 administrateur chargé du contrôle des mouvements et des expéditions (Service mobile) et 1 assistant (transports) (Service mobile).

### *Parc informatique*

32. Dans son rapport sur le projet de budget de la Force pour l'exercice 2013/14, le Comité consultatif a noté que la FNUOD procédait alors à un examen de son parc informatique en fonction de ses besoins opérationnels (A/67/780/Add.1, par. 39). Il a été informé que le nombre d'ordinateurs prévu (ordinateurs de bureau, ordinateurs portables et ordinateurs netbook) pour l'exercice 2013/14 s'élevait à 480 machines, dont 185 réservées à d'autres usages<sup>2</sup>. Lors de son dernier examen du projet de budget pour l'exercice 2014/15, le Comité consultatif a reçu un complément d'information indiquant que le nombre d'ordinateurs prévu pour cet exercice serait de 468 machines, dont 252 réservées à d'autres usages. Le rapport entre le nombre d'ordinateurs et le nombre de membres du personnel était conforme aux coefficients révisés figurant dans le Manuel des coûts et coefficients standard (1 ordinateur par personne). Ayant demandé des précisions, le Comité a également été informé que 214 machines seraient remplacées au cours de l'exercice 2014/15. Il note également que la FNUOD a indiqué qu'elle poursuivrait l'examen de son parc informatique au cours de l'exercice 2014/15, l'objectif étant de le réduire (voir A/68/725, sect.V). Le Comité a formulé des observations au sujet des ordinateurs dans son dernier rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/68/782, sect.II.F).

33. **Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles soient approuvées.** Il formule d'autres observations sur les dépenses opérationnelles, notamment sur la question des coefficients se rapportant au matériel, dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

## **4. Questions diverses**

### *Gains d'efficacité*

34. Le Secrétaire général indique dans son rapport que des gains d'efficacité d'un montant de 14 200 dollars seront réalisés durant l'exercice 2014/15, l'installation de chauffe-eau solaires sur trois sites devant réduire la consommation d'électricité (ibid., par. 15). Le Comité note toutefois que les dépenses d'équipement initiales liées à ces systèmes ne sont pas prises en compte dans le rapport et que rien n'indique qu'une analyse coûts-avantages, qui permettrait de mieux justifier cette mesure d'efficacité et son application éventuelle à d'autres sites ou missions, ait été menée. **Le Comité recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de réunir des informations plus détaillées concernant les gains d'efficacité que l'application de ces mesures entraînerait, notamment concernant les dépenses initiales d'équipement et le rapport coûts-avantages pour les missions.** Le Comité formule d'autres observations et recommandations concernant les mesures d'efficacité dans son dernier rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

<sup>2</sup> Formation, facturation des communications téléphoniques, fourniture de connexion Internet aux contingents, serveurs de programmation, radios et autre matériel, système CarLog et matériel de rechange.

## V. Conclusion

35. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre concernant le financement de la FNUOD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 figurent au paragraphe 41 du rapport sur l'exécution du budget (A/68/596). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 4 500 dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013, ainsi que les autres recettes et ajustements d'un montant de 663 700 dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2013, soient portés au crédit des États Membres.**

36. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la Force pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 sont énoncées au paragraphe 49 du projet de budget (A/68/725). **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée ouvre un crédit d'un montant de 62 394 900 dollars aux fins du fonctionnement de la FNUOD pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015, si le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la mission au-delà du 30 juin 2014.**

### *Documentation*

- Rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/68/596)
- Budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/68/725)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 et projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 (A/67/780/Add.1)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires : budget révisé de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 (A/68/617)
- Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 et rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies [A/68/5 (Vol. II)]
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix et rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2013 (A/68/843)

- Résolution [2131 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité
  - Résolutions [67/278](#) et [68/260](#) de l'Assemblée générale sur le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
-